

|  |
| --- |
| Note d’information sur la situation économique nationale  Deuxième Trimestre 2017   L’arrêté des comptes nationaux fait ressortir une amélioration de la croissance économique nationale, se situant à 4.2% au deuxième trimestre 2017 au lieu de 1% durant la même période de l’année 2016, soutenue particulièrement par l’important rebondissement de l’activité agricole.Cette croissance a été tirée par la consommation finale des ménages et les exportations des biens et services dans un contexte de quasi-stagnation du niveau général des prix et d’une hausse des besoins de financement de l’économie nationale.Une croissance économique tirée par l’activité agricole Après une forte baisse de 11,5% durant le deuxième trimestre de l’année 2016, **la valeur ajoutée du secteur primaire** en volume, corrigée des variations saisonnières, a augmenté de 15,2% durant la même période en 2017. Cette évolution est le résultat de la hausse de 17,5% de l’activité de l’agriculture au lieu d’une baisse de 12,8% une année auparavant et de la baisse de celle de la pêche de 7,3% au lieu d’une hausse de 3,8%.  **La valeur ajoutée du secteur secondaire,** de son côté, a affiché une croissance de 3,6% au lieu d’une stagnation au deuxième trimestre de l’année 2016. A l’exception des activités du bâtiment et travaux publics qui ont affiché une diminution de 1,1% au lieu d’une hausse 1,5%, toutes les composantes du secteur ont pu dégager des croissances positives de leurs valeurs ajoutées :   * l’industrie d’extraction avec 28,5% au lieu d’une baisse de 1,1%; * l’électricité et eau avec 5% au lieu d’une baisse de 0,7%; * les industries de transformation avec 1,8% au lieu d’une baisse de 0,2%;   **La valeur ajoutée du secteur tertiaire**, a consolidé son rythme d’accroissement à 2,6% après 2,5% enregistré au même trimestre de l’année 2016. A l’exception des activités des services de l’éducation, de la santé et de l’action sociale qui ont enregistré une baisse de 1,8% au lieu d’une hausse de 1,4%, toutes les activités du secteur ont connu des hausses de leurs valeurs ajoutées :   * les hôtels et restaurants de 8,7% au lieu d’une baisse de 2%; * le transport de 4,5% au lieu de 0,1%; * les services rendus aux ménages et aux entreprises de 4,3% au lieu de 4%; * le commerce de 3,6% au lieu de 6,5%; * les services financiers et assurances de 3,2% au lieu de 0,4% ; * les postes et télécommunications de 1,8% au lieu de 5,4%; * les services rendus par l’Administration Publique générale et sécurité sociale de 1,1% au lieu de 0,8%.   Au total, la **valeur ajoutée des activités non agricoles** a connu, ainsi, une hausse de 2,8% au lieu de 1,7% au deuxième trimestre de l’année 2016.  Dans ces conditions, avec le net ralentissement de l’accroissement des impôts sur les produits nets des subventions à 0,8% au lieu de 10,4%, **le Produit Intérieur Brut (PIB) en volume** s’est accru de 4,2% durant le deuxième trimestre 2017 au lieu de 1% le même trimestre de l’année précédente.  Aux prix courants, le PIB a connu une augmentation de 4% au lieu de 2,5% une année auparavant, dégageant ainsi une quasi-stagnation (-0.2%) du niveau général des prix.  **Les emplois du PIB**  **Une demande intérieure soutenue par la consommation des ménages**  La demande intérieure s’est accrue de 3% au deuxième trimestre 2017 au lieu de 4,5% la même période de l’année 2016, sa contribution à la croissance est passée de 4,8 points à 3,3 points. Dans ce cadre, les dépenses de consommation finale des ménages ont connu une hausse de 4,9% au lieu de 2,9%, contribuant pour 2,8 points à la croissance au lieu de 1,6 point. La consommation finale des Administrations Publiques a enregistré un ralentissement de son rythme de croissance passant de 2,4% à 0,6%, avec une contribution à la croissance de 0,1 point au lieu de 0,5 point. La formation brute de capital fixe (FBCF), de son côté, s’est accrue de 1,5% au lieu de 8,4% la même période de l’année passée, avec une contribution à la croissance de 0,5 point au lieu de 2,4 points.  Une contribution positive des échanges extérieurs  Les exportations de biens et services ont affiché une hausse de 6% durant le deuxième trimestre 2017 au lieu de 4,5% une année passée, alors que les importations ont connu un net ralentissement passant de 12,6%, le même trimestre de l’année précédente, à 2,7%. Les échanges extérieurs de biens et services ont dégagé, ainsi, une contribution positive à la croissance, se situant à 0,9 point au lieu d’une contribution négative de 3,8 points le même trimestre de l’année précédente.  Une hausse du besoin de financement de l’économie  Avec une forte diminution des revenus nets reçus du reste de monde de 34,5% au lieu d’une hausse de 6,3%, le revenu national brut disponible a connu une décélération passant de 2,7% au deuxième trimestre de l’année précédente à 1,9%, la même période de l’année 2017.  Compte tenu de la croissance de la consommation finale nationale en valeur de 4,2% au lieu de 3,7% enregistrée une année auparavant, l’épargne nationale s’est située à 26,3% du PIB au lieu de 28,5%.  L’investissement brut a atteint 33,2% du PIB au lieu de 32,6% durant le même trimestre de l’année précédente. Le besoin de financement de l’économie nationale a connu ainsi une hausse, passant de 4% du PIB à 6,9%.  **En annexe les tableaux présentant les résultats des comptes nationaux du deuxième trimestre 2017 :** |